



PLAN GENERAL DE COORDINATION en matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTE

(Établi en vertu des articles L 4532-8 et R 4532-44 à 46 du Code du Travail,
mis à jour au cours du chantier en application de l'article R. 4532-58 à 60)

				Université
				de Strasbourg

**Restructuration du RDC et du r+1 de l'aile nord
de la Faculté de Droit**

SOMMAIRE

0. PREAMBULE.....	5
0.1. PRINCIPALES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR, DU TRAVAILLEUR INDEPENDANT, OU DU SOUS-TRAITANT	7
0.2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	7
1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF DU CHANTIER.....	8
1.1. PRESENTATION ET ADRESSE DE L'OPERATION.....	8
1.2. PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	8
1.3. ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION	9
1.4. INTERVENANTS AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ	9
1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX	9
1.6. EFFECTIF PREVISIBLE DES TRAVAILLEURS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER	9
1.7. AUTORISATIONS OU DEMANDES ADMINISTRATIVES	9
2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1. ENVIRONNEMENT ET SERVITUDES.....	11
2.2. ACCES CHANTIER, STATIONNEMENT IDENTIFICATION DES SALARIES.....	11
2.3. CLOTURES DE CHANTIER ET CLOISONS PROVISOIRES: SELON PIC DE PRINCIPE PAR PHASE DE TRAVAUX.....	12
2.1. OUVERTURE FERMETURE CHANTIER	12
2.2. PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX	12
2.3. DEMOLITION – DECONSTRUCTION	14
3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE	19
3.1. LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION.....	19
3.2. NUISANCES.	19
3.3. ZONE DE STATIONNEMENT. SELON PIC DE PRINCIPE	19
3.4. CIRCULATION DES VEHICULES DE CHANTIER.....	19
3.5. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	19
3.6. MISE EN COMMUN DE MOYENS	20
3.7. DISPOSITIONS A PRENDRE POUR LES LIVRAISONS	20
3.8. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.9. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS, GRAVATS, PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER OU S'IL S'AGIT DE MATIERES OU SUBSTANCES DANGEREUSES	23
3.10. NETTOYAGE CHANTIER ET ABORDS SORTIES DE CHANTIER	24
3.11. ELECTRICITE DE CHANTIER LOT ELECTRICITE	24
3.12. LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE.....	26
3.13. LES RISQUES MAJEURS DUS A LA CO-ACTIVITE	27
3.14. PROTECTIONS PAR TYPE DE TRAVAUX	28
4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	31
4.1. CAMPUS UNIVERSITAIRE EN FONCTIONNEMENT FACULTE DE DROIT EN FONCTIONNEMENT ET VOIES TRES PASSANTES A PROXIMITE DU SITE :	31
FACULTE DE DROIT EN FONCTIONNEMENT	31
5. INSTALLATIONS DE CHANTIER ET CANTONNEMENTS.....	33
HYGIENE ET CONDITIONS D'HEBERGEMENT AU LOT GO.....	33
5.1. EQUIPEMENT DES ZONES.....	33
6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	36
6.1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION	36
6.2. LES SECOURS ET EVACUATION DU PERSONNEL	36
6.3. LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION DES SECOURS	36
6.4. LES MESURES PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE	37
6.5. SECURITE INCENDIE.....	37

7. ORGANISATION DES SECOURS	39
7.1. LES CONDUITES A TENIR EN CAS D'ACCIDENT	39
7.2. EN CAS D'INCENDIE	40
8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	41
8.1. ENTREPRISES TITULAIRES	41
8.2. MESURES COVID 19 / PPSPS ET INSPECTION COMMUNE.....	41
8.3. SOUS-TRAITANTS	42
8.4. TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	42
8.5. PERSONNELS INTERIMAIRES	42
8.6. LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE	42
8.7. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ENTREPRISES	43
8.8. PENALITES.....	43
9. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES ENTREPRISES (OU SOUS-TRAITANT)	44
10. ANNEXE 1 : COVID 19.....	45

● **Evolution du PGCSPPS**

REALISATION			
Indice	Date	Modification	Diffusion
A	15/11/2025	PGC INITIAL	MO MOE

0. PREAMBULE

INTREGRER LA COORDINATION DES TRAVAUX EN SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS DANS LA CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

a. Objet :

- ✓ L'objet du P.G.C. est d'informer tous les intervenants du chantier des différentes mesures générales prises pour prévenir les risques découlant de l'interférence des activités de ces différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.
- ✓ Le présent document est établi conformément à la loi n° 93 14-18 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

b. Diffusion :

- ✓ Le P.G.C. est remis par le Maître d'Ouvrage aux entreprises titulaires lors de la signature du marché.
- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier, peut être consulté par les représentants des organismes suivants Inspection du Travail, CRAM, O.P.B.T.P., par le médecin du travail, les membres des Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel appelés à intervenir sur le chantier.
- ✓ L'Entrepreneur du lot principal qui fait exécuter tout ou partie des travaux par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du P.G.C., et les informer des modifications de ce plan.
- ✓ L'Entrepreneur du lot principal ou le sous-traitant qui fait intervenir sur le chantier des travailleurs indépendants, doit les informer qu'ils sont soumis aux règles de prévention vis à vis d'eux-mêmes et des autres personnes intervenant sur le chantier.

c. Evolution :

- ✓ Le P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail, les modifications correspondantes sont portées à la connaissance des entreprises.
- ✓ Le P.G.C. intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) établis par les entreprises ou d'autres plans de prévention qui seraient nécessaires.

d. Conservation :

- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

→ **Important**

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes " Entreprise " et " Entrepreneur " désignent, qu'ils soient titulaire unique, Cotraitants ou Sous-traitants ; aussi bien les Travailleurs Indépendants que les Employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur le chantier

L'attention des Entreprises est attirée sur l'exigibilité du PPSPS. En son absence, l'Entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.

Les interventions du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur et ne le dispense pas de compléter les dispositions prises.

Il est conféré au coordonnateur S.P.S. par le Maître d'ouvrage, les pouvoirs suivants :

- ♦ Arrêt de chantier dans le cas où des personnels se trouvent en situation de danger grave et imminent (suivi d'une information au Maître d'ouvrage)
- ♦ Exclusion de tout personnel ou entreprise en infraction des règles élémentaires de sécurité (suivi d'une information au Maître d'ouvrage)

0.1. Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant, ou du sous-traitant

OBLIGATION DE FAIRE	Loi	Décret
Respecter et appliquer les principes généraux de prévention	L 4121-1 à L 4121-5 L 4531-1	
Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels, (DDTEFP, CRAM, OPPBTP), au coordonnateur, et les conserver pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage	L 4532-9	R 4532-56 à R 4532-76
Participer et laisser participer les salariés au CISSCT	L 4532-10 L 4532-15	R 4532-77 à R 4532-94
Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	L 4531-1 à L 4532-9	R 4323-58 à R 4323-90 R 4534-1 à R 4534-156 R 4535-1 à R 4535
Respecter les obligations issues du livre II du Code du Travail notamment les grands décrets techniques, (8 janvier 1965, etc.)	L 4532-10 à L 4532-15	Livre II et décrets non codifiés
Viser le RJCSPS et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur		R 4532-38

0.2. Principes généraux de prévention

Conformément à la réglementation, il convient que chaque intervenant respecte les 9 principes généraux de prévention qui sont rappelés ci-après :

- a) **Éviter les risques**
- b) **Évaluer les risques**
- c) **Combattre les risques à la source**
- d) **Adapter le travail à l'homme**
- e) **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique**
- f) **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou ce qui l'est moins**
- g) **Planifier la prévention**
- h) **Prendre des mesures de protection collective**
- i) **Donner les instructions appropriées aux travailleurs**

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF DU CHANTIER

1.1. Présentation et adresse de l'opération

Les travaux consistent à des transformations partielles de la faculté de droit pour y intégrer 7 nouvelles salles de cours.

Concentrés sur le bâtiment en demi-lune de la faculté de droit, les travaux concernés par ce chantier sont les suivants :

- le réaménagement du RDC et du R+1 de l'aile nord
- la mise en oeuvre d'un faux-plafond acoustique perforé dans la salle de réunion centrale du R+2.
- la modification des équipements du local VRV au rez-de-jardin (R-1).
- divers travaux d'accompagnement aux travaux décrits ci-dessus

Les travaux de désamiantage réalisés en amont des travaux, les travaux se feront dans un périmètre libre d'amiante .

1.2. Présentation des intervenants

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE STRASBOURG

18, RUE GOETHE
CS 90032 F-67081 STRASBOURG
Institut Lebel

Maitrise d'oeuvre:

Architecte et OPC : echo architecture

20 rue des Foulons 67200 Strasbourg
09 62 67 12 23 - info@echo-archi.com

Bureau d'études fluides et électricité / SSI : Larbre Ingénierie

12C Chemin de la Hardt - 68040 Ingersheim
03 89 80 39 69 - delphine.lecureur@larbre-ingenierie.fr

Économiste : Agora MO

31 J rue Victor Schoelcher - 68200 Mulhouse
06 80 44 65 50 - jouan.loic@outlook.fr

Bureau de contrôle : Apave

2 rue de l'Electricité - 67550 Vendeheim
03 88 20 02 53 - joffrey.sauvage@apave.com

Coordination SPS

Prev&Co BTP sarl

1 rue neuve
67720 Weyersheim
Tel 06 37 28 58 68

Représenté par : EN Réalisation titulaire : Nadia Ranzenberger RUIZ

Nadia.ruiz@prevco-btp.fr

Suppléant : Monsieur Olivier Stutzmann

1.3. Organismes officiels de prévention

DESIGNATION	NOM	ADRESSE	tél	fax
INSPECTION DU TRAVAIL	DREETS	Cité administrative GAUJOT - DDETS du Bas-Rhin 14, rue du Maréchal Juin CS 50016 67084 Strasbourg Cedex	03.88.75.86.86	03.88.75.86.94
CARSAT	S ^{ce} Prévention	14, Rue A. Seyboth – 67000 STRASBOURG	03.88.14.33.00	03.88.23.54.13
OPPBTP	C ^{te} Régional	Résidence Austrasian, 71 Rue des Cinq Piquets, 54000 Nancy	03 83 20 20 03	
<i>Police secours</i>			17	
<i>Pompiers</i>			18	
<i>SAMU</i>			15	
HOPITAL	CHU	HAUTEPIERRE	112 OU 15	

1.4. Intervenants au titre du présent marché

- 1 Démolition - Gros-Oeuvre
- 2 Isolation doublage cloison
- 3 Menuiserie bois intérieure
- 4 Chauffage - Ventilation - Sanitaire
- 5 Électricité
- 6 Carrelage - faïence
- 7 Peinture intérieure
- 8 Revêtement de sol souple
- 9 Nettoyage

Les renseignements sur les intervenants pour les travaux seront complétés à la période de préparation ou pendant la phase réalisation des travaux (article R. 4532-44 à 46 du Code du Travail).

1.5. Calendrier des travaux

Date présumée de début des travaux : MARS 2026

Délai prévisionnel d'exécution des travaux : 6 MOIS

1.6. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

Entreprises appelées à intervenir sur le chantier : >9 hors appel au travaux sous traités

Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier. Effectif de pointe estimé à 12 Personnes

Cette opération de Bâtiment se classe en 2^{ème} catégorie

Cet article sera renseigné au fur et à mesure de l'opération suivant les indications des différents intervenants.

1.7. Autorisations ou demandes administratives

Autres déclarations

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de son lot, telles que :

- Déclaration d'ouverture de chantier : la déclaration préalable du maître d'ouvrage, citée ci avant, ne dispense pas les entreprises de transmettre leur déclaration d'ouverture de chantier

respective aux organismes officiels de prévention (imprime n° s.6206 disponible à l'OPPBTP et au service de la CRAM).

- Déclaration d'intention de commencement de travaux. : pour les travaux intéressant les réseaux concessionnaires, l'entreprise titulaire, y compris sous-traitant, doivent transmettre leur " déclaration d'intention de commencer les travaux " (DICT.) aux services publics, concessionnaires concernés, etc. au moins 10 jours avant le début des travaux, valable 2 mois. La liste de concessionnaires et exploitants concernés sera fournie par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre en fonction des réponses obtenues aux demandes de renseignement faites pendant la phase de conception.

Dans les réponses aux consultations, les Entreprises devront prendre en compte tous les éléments, ainsi que les conditions techniques particulières liées aux difficultés d'intervention à proximité de réseaux dont la localisation reste incertaine.

L'Entreprise doit prévoir les méthodes à employer à proximité immédiate des réseaux dont la localisation et les caractéristiques ont été communiquées. Elle doit disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux.

Une information du personnel doit être faite sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer durant le chantier ;

Le marquage ou le piquetage réalisé par le maître d'ouvrage, l'exploitant ou l'entreprise doit être maintenu en bon état de lisibilité durant toute la durée des travaux.

Les modes opératoires devront être adaptés en fonction des réseaux identifiés.

Une copie sera disponible sur le chantier et consultable par le Maître d'œuvre et le CSPS.

2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1. Environnement et Servitudes

Travaux situés dans la Faculté de droit Campus de l'Esplanade .

- Les travaux sont conduits de façon à limiter
 - ✓ les nuisances sonores
 - ✓ les vibrations
 - ✓ les poussières

Respect des plages horaires de travail imposées par l'Université de Strasbourg .

IMPORTANT : Restriction d'horaires

- Les travaux bruyants pourront être exécutés en horaire décalé selon demande.
- Les travaux sont conduits de façon à limiter la gêne et les nuisances (bruits, poussières, fumées, stationnements anarchiques des engins, etc.),
- Le chantier et tout particulièrement les abords de celui-ci et les accès seront maintenus dans un état de propreté constant,
- Aucun accès ne doit être laissé ouvert.
- Aucun stockage ne doit être fait en dehors de l'emprise de chantier.

2.2. Accès chantier, stationnement identification des salariés

Accès chantier SELON PROTOCOLE DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG et PIC DE PRINCIPE .

Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier piétons et véhicules définis avec la maîtrise d'ouvrage et selon protocole de d'accès et livraison de l'Université de Strasbourg.

Identification des salariés :

La carte d'identification professionnelle du bâtiment et des travaux publics (Carte BTP) est obligatoire pour tous les salariés du BTP et doit être portée en permanence par les salariés des entreprises travaillant sur les chantier, y compris pour les travailleurs détachés.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, les travailleurs indépendants, les compagnons, etc., doivent être identifiables sur le chantier.

- Les ouvriers doivent obligatoirement porter des vêtements de travail marqués au nom de l'entreprise
- Le registre du personnel doit être disponible en permanence sur le chantier

Le représentant de l'Entreprise Titulaire de chaque lot doit tenir à jour son journal de chantier (liste nominative des personnes, leurs statuts (employé, intérimaire, location de matériel, etc.).

A tout moment, le coordonnateur SPS doit pouvoir consulter la liste des entreprises et du personnel présent sur le chantier pour pouvoir vérifier l'adéquation des installations d'hygiène aux effectifs présents.

Les sauveteurs secouristes du travail porteront en permanence un signe distinctif visible.

2.3. Clôtures de chantier et cloisons provisoires: Selon PIC de principe par phase de travaux

2.3.1. Clôtures de chantier

PIC DE PRINCIPE PAR PHASE DE TRAVAUX JOINT AU DCE A RESPECTER

L'emprise des clôtures devra toujours être entièrement close.

L'Entreprise du lot GO mettra en place des clôtures pleines sur les zones selon plan de principe joint au DCE et description NOC des enceintes des zones de travaux en pied de bâtiments ou toutes autres zones pouvant comporter un risque, elle entretiendra pendant toute la durée des travaux, les clôtures pour fermer les zones de chantier. Des portails et des portes fermant à clé seront mis en place pour le passage des véhicules et des piétons dans la zone de base vie .

L'entreprise entretiendra en permanence des accès piétons et véhicules séparés.

Les clôtures seront complétées et adaptées à l'avancement du chantier pour que le chantier soit toujours parfaitement clos, isolé des opérations contigües et séparé.

Les clôtures seront de type Clôtures de chantier opaques (côté campus) avec un double boulonnage elles seront fixées au sol avec contreventement

Sur les clôtures des panneaux

« Chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » doivent être mis en place

Le titulaire mettra en place et entretiendra les signalisations et protections nécessaires au **droit des accès aménagés** ainsi que dans **les zones présentant des risques de chute**.

2.3.1. Cloisonnements provisoires selon besoins

L'Entreprise du lot GO mettra en place des cloisonnements provisoires selon plan de principe joint au DCE, ils seront entretenus pendant toute la durée des travaux .

Les cloisonnements seront mis en place pour limiter la propagation de poussières.

Un test de fumé pour être demandé à l'entreprise pour garantir l'étanchéité à la poussière.

2.1. OUVERTURE FERMETURE CHANTIER

Le lot GO assurera l'ouverture et la fermeture de chantier jusqu'à son départ, puis le lot Electricité .

En cas de défaillance la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit après mise en demeure CSPS MOE d'appliquer les pénalités prévues au marché pour non-respect de la sécurité.

2.2. Présence de matériaux Dangereux

La zone de travaux seont libre d'amiante, les travaux de désamiantage seront réalisés en amont des travaux .

Avant tout travaux le maître d'ouvrage a pour obligation de faire réaliser un diagnostic avant travaux par une société spécialisée en ce qui concerne les substances dangereuses et notamment l'amiante et le plomb. Il se doit également de communiquer directement le résultat des analyses aux différents intervenants avant travaux. Les entreprises doivent également se garantir de ces résultats avant la moindre intervention.

Avant tout travaux le maître d'ouvrage a pour obligation de faire réaliser un diagnostic avant travaux par une société spécialisée en ce qui concerne les substances dangereuses et

notamment l'amiante et le plomb. Il se doit également de communiquer directement le résultat des analyses aux différents intervenants avant travaux. Les entreprises doivent également se garantir de ces résultats avant la moindre intervention.

Les rapports avant travaux sont joint aux DCE .

CMR PLOMB :

Il a été diagnostiqué des matériaux contenant du plomb, de ce fait les entreprises feront une évaluation critique du rapport plomb et selon l'évaluation du risque procéderont à l'élaboration d'une méthodologie de travail en présence de plomb .

Les travaux se réalisés par du personnel formé aux travaux en présence de plomb .

2.2.1. CMR : Silice cristalline

La réglementation relative aux agents chimiques cancérogènes (R 4412-59 à R 4412-93 du code du travail) est applicable aux travaux exposant à la poussière de silice cristalline depuis le 1er janvier 2021.

A ce titre, il vous appartient de procéder a l'évaluation de ce risque. Elle s'appuie sur les actions suivantes :

- Procéder à l'évaluation des risques (inventaire des tâches exposantes, fréquence, durée, intensité),
- la consigner dans le document unique d'évaluation des risques et la renouveler régulièrement.
- combattre le risque à la source, réduire les expositions,
- Mettre en place des mesures de prévention collective en priorité sur les moyens de protection individuelle,
- Fournir et entretenir les vêtements de travail,
- Respecter des règles d'hygiène stricte,
- S'assurer du maintien des performances du système de captage,
- Verifier périodiquement le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) définies à l'article R.4412-149 par des organismes de controle accrédités par le COFRAC,
- s'assurer que les équipements de protection collective et individuelle sont adaptés au niveau d'empoussièrement et maintenus en bon état de fonctionnement,
- Etablir les notices de poste,
- déclarer les salariés en surveillance médicale renforcée (SIR) auprès du service de
- Former et informer les salariés a la sécurité et au risque « silice »,
- Respecter les dispositions relatives aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans (déclaration de dérogation à la réalisation de travaux réglementés).
- L'exposition de jeunes travailleurs (moins de 18 ans) à la silice cristalline est interdite.

Cependant, pour les besoins de leurs formations professionnelles, des dispositions particulières peuvent s'appliquer.

Par conséquent, vous ferez part des résultats de votre évaluation du risque lie à la silice cristalline pour cette opération

2.3. Démolition – Déconstruction

Tous les travaux de démolition ou de déconstruction d'ouvrages supposent la succession d'opérations élémentaires pouvant être regroupées dans les phases suivantes :

- étude préalable, diagnostic de l'existant,
- préparation du chantier,
- démolition ou déconstruction proprement dite,
- déblaiement, tri, stockage sur site et évacuation des produits de démolition.

En outre la présence de produits dangereux (amiante,)ou de leur environnement proximité de lieux accessibles au public...) nécessitent des opérations spécifiques lors de leur démolition ou déconstruction. Les mesures de prévention sont examinées ci-après en fonction des opérations effectuées.

Procédés et moyens

La démolition totale de l'ouvrage s'effectue selon un ou plusieurs des procédés suivants

- décontamination,
- démontage,
- dépose,
- arasement,
- dérasement,
- découpage,
- effondrement ou écroulement,
- dislocation ou fragmentation,
- abattage d'éléments horizontaux ou verticaux,

Ces procédés (ou méthodes de démolition) supposent une combinaison de moyens à mettre en œuvre dont les plus utilisés sont :

- Les outils portatifs : marteau de démolisseur, pioche, masse, pelle, marteau piqueur, chalumeau... Ils peuvent être utilisés quel que soit le procédé employé.
 - Le cric permet l'abattage par poussée.
 - Le câble permet l'abattage par traction d'éléments verticaux limités ; il est également utilisé dans les méthodes d'effondrement par traction ou par sciage.
- L'élément de traction peut être un engin mécanique, tels que pelle, bouteur, chargeur..., ou un treuil mû manuellement ou mécaniquement (dans ces derniers cas, l'élément à abattre doit être ceinturé par une "cravate" à laquelle est fixé le câble).
- Les engins mécaniques visés ci-dessus agissent également avec leur godet pour provoquer l'écroulement de tout ou partie de la construction.
 - La boule ou boulet équipant un engin ne pourra pas être utilisé sur ce type d'environnement.
 - Le brise-roche hydraulique ou pneumatique, les crocs et pics, montés en bout de bras d'une pelle, permettent la dislocation et la fragmentation des éléments compacts et résistants de la construction.
 - Les cisailles ou pinces équipant une pelle hydraulique, utilisées dans un souci de réduire les nuisances provoquées par les marteaux brise-roche, permettent de réaliser :
 - le cisaillement ou découpage du béton armé ou non armé,
 - le broyage ou "croquage" du béton afin de le dissocier de sa structure en acier,
 - le cisaillement de l'acier.
 - La lance thermique, les outils de forage et de sciage permettent le découpage d'une partie de la construction en éléments transportables par les moyens usuels.
 - Les robots équipés de lances d'eau à jet calibré d'une pression supérieure à 1000 bars, sont utilisés dans la technique de l'hydrodémolition. Celle-ci est employée surtout dans la maintenance et la réhabilitation des ouvrages en béton.
 - Le laser, le chalumeau à plasma ont servi expérimentalement au découpage de certains éléments d'ouvrages.

Nature des risques

Chaque procédé présente des risques spécifiques, cependant, d'une façon générale, les personnes exécutant des travaux de démolition ou de déconstruction sont exposées principalement aux risques suivants :

- chute de hauteur,
- chute de plain-pied et blessures aux pieds,
- effondrement non contrôlé de tout ou partie de la construction,
- chute et projection de matériaux,
- dommages aux ouvrages voisins et aux tiers,

- blessures résultant de l'utilisation du matériel, des engins et véhicules,
- blessures dues à la manutention de charges,
- explosion, incendie,
- nuisances dues au bruit, à la poussière...

Préparation du chantier

Nécessité d'une étude préalable et d'un diagnostic de l'existant

Avant tout début d'exécution, un examen complet de l'ouvrage à démolir ou à déconstruire ainsi que des ouvrages et sites contigus est indispensable.

Cet examen doit permettre de recueillir les renseignements concernant :

- la nature, la résistance et la stabilité de la construction à démolir et de ses divers éléments,
- la quantification des déchets de démolition et l'identification des filières de traitement,
- le repérage des ouvrages voisins, leur résistance, l'influence de la démolition sur leur stabilité,
- le repérage des voies et réseaux existants : voies ouvertes à la circulation, lignes électriques aériennes, conduites et câbles enterrés...,
- le recensement des éléments à risques spécifiques en raison notamment de leur toxicité, inflammabilité .

L'étude et le diagnostic doivent permettre également de confirmer l'absence de matériaux à base d'amiante ou de plomb.

Si, au contraire, ils révélaient la présence de tels matériaux, il y aurait lieu de procéder, en ce qui concerne les matériaux à base d'amiante, au traitement et à la dépose de ceux-ci avant d'effectuer la démolition proprement dite. Les mesures à prendre lors de cette opération ne sont pas exposées dans cette fiche.

Voir par exemple les guides pratiques OPPBTP :

“Traitement et dépose de l'amiante en place” et “Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement”.

En fonction des renseignements obtenus, il conviendra d'adopter les procédés et moyens les mieux adaptés à chaque partie d'ouvrage et à son environnement.

Ces choix tiendront compte, notamment, des impératifs suivants :

- Lorsque la construction à démolir est contiguë à d'autres constructions à conserver, il ne peut être procédé par effondrement (quel que soit le moyen prévu), ni employé d'engins mécaniques (quelle que soit la méthode retenue) que s'il est possible préalablement d'isoler convenablement, par des saignées, cette construction de celles à conserver.
- Lorsque la construction à démolir est en bordure d'emplacements accessibles au public, les méthodes destinées à provoquer l'effondrement partiel ou total de la construction sont interdites. D'une façon générale, les méthodes et moyens prévus dans ce cas devront exclure la chute des matériaux sur les emplacements librement accessibles.
- L'emploi de méthodes destinées à provoquer un effondrement partiel d'une construction est interdit, sauf si des mesures sont prises pour qu'aucune personne ne soit amenée, par la suite, à pénétrer dans les parties restantes de la construction.
- L'utilisation du godet d'un engin, d'un pic ou croc équipant une pelle est interdite pour provoquer l'effondrement des éléments de construction dont la hauteur au-dessus du sol est supérieure à la longueur de la projection horizontale du bras de l'engin en action .

– La démolition d'ouvrages ayant contenu des produits inflammables (cuves, citernes...) ne pourra se faire, sauf mesures compensatrices mises en œuvre, à l'aide de moyens à flamme nue (chalumeau, lance thermique...).

Certains moyens seront à proscrire lorsque leur mise en œuvre est susceptible de provoquer des dégagements de gaz et vapeurs nocives ou inflammables.

Programme d'exécution

Les procédés et moyens étant arrêtés, les renseignements obtenus seront exploités pour établir le programme d'exécution définissant les phases successives des travaux dans le respect des règles de l'art de la démolition ou la déconstruction.

Ces phases seront analysées au regard de leur incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de façon à définir :

- les mesures de protection associées à chaque poste de travail,
- les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des divers éléments au cours de la démolition,
- les instructions destinées au chef de chantier, aux chefs d'équipes et aux exécutants, et notamment celles à appliquer en cas d'échec d'une opération ou encore en cas d'incident ou d'accident.

La nécessité d'un contrôle permanent de l'élément en cours de démolition conduit généralement à définir un objectif limité de chaque phase d'exécution afin que la personne chargée de l'opération puisse à tout instant en assurer le commandement, en observer le déroulement et ainsi veiller à la sécurité des exécutants.

Opérations préliminaires

Avant le démarrage proprement dit des travaux, procéder aux opérations suivantes :

- Mise en place des installations du personnel dans le chantier. Ces dernières comprendront au minimum un abri de chantier, un point d'eau potable et des lieux d'aisance. L'abri de chantier ne devra pas être situé dans le bâtiment en cours de démolition et l'ensemble des installations ainsi que leur accès seront disposés de façon à être à l'écart des zones où sont susceptibles de se produire des chutes de matériaux ou des effondrements.
- Clôture et signalisation du chantier : indiquer l'interdiction formelle d'accès au public.
- Balisage et signalisation des lignes aériennes, câbles et conduites ; éventuellement, les protéger de façon à en assurer la conservation et à éviter, notamment, tout contact avec les lignes électriques en service.
- Repérage et neutralisation des installations intérieures d'électricité, de gaz, d'eau, etc.
- Dotation du chantier en boîtes de premiers soins.
- On s'assurera, en outre, que les instructions et consignes ont bien été transmises et que leurs destinataires les ont comprises.

Exécution des travaux

Les travaux de démolition, contrairement aux apparences, sont des travaux difficiles et dangereux, pour lesquels il est impossible de dissocier règles de l'art et prévention des accidents. De ce fait, ils ne peuvent être effectués que par du personnel spécialement formé et dans le respect le plus strict des règles de l'art

Protections contre les chutes de hauteur du personnel

Mesures destinées à éviter les chutes

_ Choix de méthodes et moyens ne nécessitant pas la présence en hauteur de travailleurs : procédé d'écroulement par engin mécanique, par exemple.

_ Enlèvement des gravats ou autres objets encombrant les postes de travail et les surfaces de circulation.

_ Conservation des escaliers munis de rampes (d'origine ou de remplacement) le plus longtemps possible.

- _ Mise en place de dispositifs garde-corps en bordure des ouvertures et planchers donnant sur le vide (baies, balcons...). En particulier, lorsqu'on procède par abattage des murs extérieurs, des garde-corps seront obligatoirement installés au niveau du plancher immédiatement après l'abattage.
- _ Condamnation des locaux comportant des ouvertures (verticales ou horizontales) donnant sur le vide.
- _ Obturation des ouvertures existantes dans les planchers.
- _ Limitation de la surface des trémies d'évacuation (1 m maximum). Les munir d'un dispositif d'obturation et ne les découvrir que pendant les opérations d'évacuation.
- _ Etudes particulières des postes de travail lors d'opérations spécifiques, telles que : démolition de couvertures en matériaux fragiles, abattage d'éléments horizontaux (planchers, poutres), découpage d'éléments métalliques...
- _ Réalisation de plates-formes de travail stables et protégées pour l'exécution de découpes, saignées...

Mesures destinées à limiter les conséquences d'une chute

- _ Mise en place de dispositifs formant surface de recueil (auvents) capables d'interrompre la chute d'un travailleur avant qu'il ne soit tombé de plus de 6 m. Cette mesure est notamment obligatoire lors de la démolition manuelle des murs extérieurs d'une construction
 - _ Réalisation des trémies d'évacuation en commençant par le plancher supérieur.
 - _ Port du harnais de sécurité toutes les fois que des protections collectives n'auront pu être mises en œuvre, et en particulier par tout travailleur chargé :
 - de l'exécution des saignées en vue de l'abattage d'éléments horizontaux (planchers, poutres),
 - de la mise en place des "cravates" et câbles lors d'abattage par traction,
 - de la découpe ou de l'enlèvement de poutres et autres éléments métalliques,
 - de la mise en place et de l'enlèvement des protections collectives.
- Dans tous les cas, on s'assurera de la solidité du point d'amarrage de la longe.

Effondrement de la construction

Effondrement provoqué volontairement

Certaines démolitions sont obtenues en provoquant l'effondrement du bâtiment (ou encore par l'abattage d'éléments importants de la construction). Il est rappelé que cette méthode et certains moyens d'y parvenir sont formellement interdits dans divers cas, notamment en présence de constructions contiguës ou en bordure d'emplacements accessibles au public. Lorsque l'ouvrage à démolir l'autorise, l'effondrement ne sera provoqué qu'après :

- délimitation matérielle de la zone d'effondrement,
- évacuation suivie de l'interdiction matérielle d'accès, tant dans la construction que dans la zone d'effondrement, et cela pendant toute la durée de l'opération.

De plus, les opérations seront conduites de façon à éviter tout effondrement partiel nécessitant ensuite la présence de travailleurs dans les parties restantes. Pour la démolition de bâtiments longs à travées multiples, les règles précédentes ne s'appliquent que dans les parties attaquées, à condition toutefois que l'on se soit assuré que la stabilité des zones accessibles ne soit pas compromise par les travaux. Il conviendra dans tous les cas de matérialiser les limites des zones accessibles et des zones interdites.

Effondrement inopiné

Mesures destinées à l'éviter

- _ Les travaux seront programmés et exécutés de façon à ne pas apporter de surcharges anormales sur les ouvrages existants, que ceux-ci soient à démolir ou à conserver :
 - ne jamais accumuler de gravats sur un plancher, le long d'un mur isolé...,
 - ne pas procéder à l'abattage d'éléments sur un plancher (sauf s'il s'agit d'éléments légers de la construction).

_ Les parties instables et vétustes peuvent s'écrouler du fait des vibrations ou des modifications apportées par la démolition d'autres éléments de la construction. Aussi, il y a lieu d'étayer les planchers vétustes et d'abattre tout élément en équilibre instable : pièces en saillie, éléments en porte-à-faux. Lorsque les méthodes employées conduisent à démolir un immeuble étage par étage, démolir les murs d'un étage avant d'en enlever le plancher bas afin de ne pas nuire à la stabilité de l'ensemble. Si des obligations techniques (conservation des murs par exemple) obligent à procéder autrement, il y a lieu de garantir la stabilité par tout moyen approprié (étalement, butonnage...).

_ Les engins peuvent provoquer des effondrements fortuits en raison de leur poids ou des effets dynamiques engendrés par leur déplacement ou leur mode d'action. Leur évolution sur les planchers des bâtiments à démolir ne sera admise qu'après s'être assuré de la solidité de ces derniers. _ En outre, certaines méthodes peuvent aboutir à des écroulements dangereux si l'objectif fixé ou les moyens retenus sont inadaptés à l'ouvrage à démolir. Pour les éviter, il faut notamment :

- délimiter par des saignées l'élément à abattre lors d'abattage par poussées ou tractions,
- définir le point de poussée, répartir les efforts lors d'abattage par poussées à l'aide de crics,
- interdire l'écroulement ou l'abattage par sapement à la base, sauf s'il est étudié et mis en place un étalement convenable garantissant la stabilité de la construction pendant toute la durée du sapement,
- ne pas procéder par secousses répétées lors d'abattage par tractions à l'aide de câble

Mesures destinées à limiter les conséquences d'un effondrement inopiné

_ Utiliser des engins munis d'une cabine de protection.

_ Interdire matériellement l'accès, non seulement de la zone prévisible de chute, mais également de la zone pouvant être atteinte par une chute en sens opposé (abattage par traction, par poussée ou par sapement, par exemple).

_ Prévenir l'échec (toujours possible) d'une opération, en prenant des mesures compensatrices,

telles que :

- doubler le câble de service par un câble de secours lors de démolition par traction,.

3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

3.1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation

3.2. Nuisances.

Chaque entreprise titulaire désignera un salarié pour assurer le contrôle:

- Du respect des horaires de travail, notamment pour les travaux bruyants
- Du respect du niveau sonore du chantier.
- Du respect de la sécurité des ouvriers pour les travaux propres à l'entreprise

3.3. Zone de stationnement. SELON PIC DE PRINCIPE

Les véhicules de chantier devront respecter les circulations, les zones d'attente et zones de déchargement

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent libérer l'emprise de la zone de livraison dès le déchargement terminé.

Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicule de secours se doit de rester dans son véhicule afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée.

3.4. Circulation des véhicules de chantier.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite s'effectueront sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des véhicules.

Les Entreprises prennent toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer une circulation fluide au niveau des voies d'accès et du chantier. (Signalisation appropriée, dévoiement fléché)

Les camions en sortie du chantier, seront bâchés afin d'éviter toute chute de matériaux sur les voies de circulation.

Un homme trafic obligatoire en sortie de chantier, les sorties se feront obligatoirement en marche avant .

3.5. Les conditions de manutention des matériaux et matériels utilisation des engins de levage et de manutention

3.5.1. Manutentions manuelles des charges.

Les Entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle des charges par son personnel.

Toutefois, lorsque la nécessité de celle-ci ne peut être évitée, en raison de la configuration des lieux ou cette manutention est effectuée, l'employeur doit prendre une organisation appropriée ou mettre à la disposition du personnel les moyens adaptés, en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération.

Les mesures prises pour limiter le recours aux manutentions manuelles, seront décrites dans le PPSPS de chaque entreprise.

3.5.2. Manutentions des charges et travaux en hauteur.

La préfabrication au sol sera privilégiée afin d'éviter au maximum la réalisation des ouvrages situés en hauteur. L'intégration des protections collectives fera partie de la préfabrication dans la mesure du possible.

Grue Mobile

Tout survol de charges est strictement interdit au-dessus des voies piétonnes ou des bâtiments en activité à l'intérieur.

- L'Entreprise chargée de la mise en place de la grue réalisera un plan d'installation à faire viser par le **MOE** et le Coordonnateur SPS.

- L'implantation d'une grue mobile sur le chantier devra être validée lors de la réunion hebdomadaire de co-activité avec l'Entreprise titulaire du lot suivant la procédure définie lors de la préparation de chantier.

Autorisations de conduite.

D'une façon générale, la conduite des véhicules n'est confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- D'un permis correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé.
- D'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur et **correspondant à la catégorie du véhicule** suivant la recommandation n° 135 adoptée par le CNT - BTP (application de la recommandation R 372 à partir du 1 janvier 1997).

Les chefs d'entreprises doivent établir et délivrer une autorisation de conduite des engins de chantier à tout conducteur après s'être assuré qu'il est apte médicalement et qu'il est titulaire d'un CACES pour la ou les catégories d'engins concernés ou d'un diplôme.

Les autorisations de conduite seront conservées dans les bureaux de chantier et consultable à tout moment par le SPS de l'opération et par les services de prévention

3.5.3. Entreprises de travail temporaire

Si une entreprise fait appel à du personnel intérimaire pour des conduites d'engin, il appartient :

- Au chef d'établissement de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur reconnu apte médicalement et titulaire du CACES pour la catégorie d'engins concernée.
- A l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur d'engin mis à sa disposition est reconnu apte médicalement et est titulaire du CACES pour la catégorie d'engins ,et, après l'avoir informé des risques propres aux sites et aux travaux à effectuer, de lui délivrer une autorisation de conduite, pour la durée de la mission.

3.6. Mise en commun de moyens

Chaque entreprise doit la protection de son personnel et la mise à disposition du matériel adéquat à la réalisation de ses travaux. Certains matériels pourront être utilisés par plusieurs entreprises.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise, ce matériel doit être conforme à la réglementation et en parfait état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt entre le prêteur et l'utilisateur.

Celui-ci rappelant la notice de montage du matériel, ses consignes de sécurité (surcharges etc...), puis son PV avec la date du prochain contrôle à effectuer.

Une copie de la convention sera envoyée au MO – MOE – OPC et CSPS.

3.7. Dispositions à prendre pour les livraisons

Chaque entreprise doit s'assurer à l'avance de l'adéquation du matériel de déchargement.

Règles de colisage et de palettisation à mettre en place puis à transmettre aux fournisseurs et sous-traitants pour que les opérations de déchargement soient réalisées à l'aide d'un engin disponible sur place.

Organisation des approvisionnements

Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et des espaces accordés aux stockages.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier aux endroits définis au plan d'installation de chantier.

3.8. Protections Collectives

Dispositions

Chaque Entreprise intervenante sur le site est responsable de la sécurité de ses salariés.

L'entreprise titulaire est responsable de la fourniture, de la mise en place et du maintien des protections collectives pour tous les travaux propre à leur y compris les accès en hauteur .

Le lot titulaire GO sera en charge des protections collectives de tous les points singuliers et notamment de tous les points pouvant engendrer un risque pour les tiers occupants .

Les protections mises en place seront laissées en place pour les travaux tant que le risque perdure.

Le démontage, même provisoire, d'une protection collective est soumis à l'accord préalable de l'Entreprise titulaire responsable de sa mise en place.

Le MOE et le Coordonnateur se réservent le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

3.8.1. ISOLEMENT ZONES DE TRAVAUX :

Une cloison étanche à l'air et aux poussières devra être mise en place par le lot GO avant tout travaux de démolition pouvant engendrer des poussières selon PIC joint au DCE .

La cloison devra faire l'objet d'un test au fumigène pour garantir son étanchéité .

3.8.2. Protections des sols

Les dispositifs de protection des sols seront mis en place par le lot GO .

Les protections devront être fixées au sol afin de ne pas engendrer de risque de chute de plein pied .

Elles seront entretenues durant toute la durée du chantier par le lot GO .

En cas de détériorations pouvant engendrer un risque elles seront changées sur simple demande MOE ET CSPS .

PROTECTION COLLECTIVE DURANT TRAVAUX TCE

Le lot GO aura en charge la vérification des protections collectives en place.

DEMONTAGE DE PROTECTION COLLECTIVE :

Le démontage de protections collectives devra être soumis à demande du MOE et CSPS, sans accord il ne sera pas possible de procéder au démontage de ladite protection.

Tout accord de démontage devra être suivi d'une remise à l'identique de ladite protection.

Sans remise en état constaté, la remise en état sera imputée au compte prorata des entreprises sur site.

Tout démontage de protections collectives constaté sans demande, la remise en état sera imputée au compte prorata des entreprises sur site.

3.8.3. ECHAFAUDAGE

Les échafaudages fixes ou mobiles doivent être montés par des équipes spécialisées et compétentes. Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé.

La réception des échafaudages mis en place se fera de façon contradictoire avec les entreprises utilisatrices.

Un examen d'adéquation sera réalisé entre les entreprises afin de dimensionner l'échafaudage et un PC de mise à disposition sera établi.

Les entreprises utilisatrices devront fournir au démarrage de chantier leurs besoins pour la conformité des échafaudages.

Elles fourniront les attestations de formation de montage, de démontage et de réception et conformité pour le personnel qui procèdera au montage et à la réception pour les entreprises qui seront utilisatrices.

Les échafaudages devront être conformes à la réglementation en vigueur :

- stabilité et complément d'accrochage sur la hauteur plus fixation en tête,
- état de l'assise et calage stable,
- contreventements en nombre suffisant,
- gardes corps + plinthe,
- comportant des plateaux intermédiaires, des moyens d'accès par échelles avec trappes ou par escaliers avec gardes corps,
- protection des pièces de consoles.

Tout matériel non révisé et ne pouvant assurer son rôle par manque de garantie de mise en sécurité du personnel sera immédiatement évacué du site.

L'entreprise responsable de l'échafaudage vérifiera chaque jour la bonne tenue de l'échafaudage :

- Plinthes mises en place
- Circulation dégagées
- Pas d'éléments de structure manquant

L'affichage du contrôle périodique sera mis en place au pied de l'échafaudage ainsi que les consignes de sécurité.

Une vérification journalière sera faite par les entreprises utilisatrices de l'échafaudage.

Aucun personnel de l'entreprise utilisatrice n'accèdera à l'échafaudage avant la vérification effectuée.

Les échafaudages nécessaires à l'exécution des ouvrages, doivent être en conformité avec les recommandations de la CRAM et de l'I.T. Le PPSPS de chaque entreprise devra mentionner l'emploi d'échafaudage et sa nature (échafaudage de pied, roulant etc.)

Le personnel exploitant les échafaudages devra être formé à l'utilisation des échafaudages selon la R408 .

Les échafaudages devront servir de protection collective en toiture.

Les moyens d'accès à l'échafaudage et condamnation :

Les moyens d'accès restent inchangés et la condamnation de l'accès également, seule la procédure liée à la manipulation des trappes et des éléments lors du déplacement sur l'échafaudage est à prendre en compte :

Utilisation de l'échafaudage :

Le personnel qui évoluera sur l'échafaudage devra porter les EPI gants obligatoires sous les gants de travail ou au minima des gants à usage unique un lavage des mains au gel hydroalcoolique avec les gants devra être réalisé avant l'accès à l'échafaudage.

Balisage.

L'entreprise titulaire s'assurera que la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels interviennent les autres entreprises, ou lorsqu'elle quitte leur poste de travail ne puisse pas entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

Harmonisation des dispositifs de sécurité.

De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, les entreprises devront installer leurs différents dispositifs de sécurité en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc...) ainsi que de l'emplacement des ouvrages définitifs réalisés par les autres corps d'état.

3.9. Zones et conditions de stockage et d'enlèvement des matériaux, déchets, gravats, présentant un risque particulier ou s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

3.9.1. Généralités.

Les stockages se feront sur des zones précises identifiées avec le maître d'ouvrage et avec l'Entreprise titulaire /

Le stockage ne doit pas:

- Entraver la circulation des piétons et des véhicules.
- **Condamner et gêner des circulations dans le bâtiment ou des issues de secours.**
- Dégrader la propreté du chantier.

Les zones de stockage seront définies lors de la réunion de démarrage.

3.9.2. Produits et matériaux dangereux

Le choix des modes opératoires et des produits utilisés doit s'attacher à supprimer les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, les solvants, produits nocifs, irritants, allergiques, narcotiques.

En cas d'impossibilité notée dans les PPSPS, ceux-ci devront justifier les choix des matériels et des procédures

Les dépôts et zones de stockage de produits dangereux inflammables ou combustibles doivent être signalés en permanence (à charge de l'entreprise qui effectue le stockage).

En fonction des fiches de données de sécurité des produits employés, les entreprises indiqueront au CSPS les dispositions prises pour le stockage, (emplacement, ventilation, signalisation,...).

Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet. Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés. Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires parfaitement stabilisées. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés : - sur les circulations extérieures et intérieures, - aux entrées des bâtiments - aux entrées des locaux. Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site. Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.

Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.

Les matériaux à risque seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec signalétique adaptée.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier et seront définis sur le plan d'installation de chantier.

3.9.3. Nettoyage, évacuation des gravats.

Le nettoyage du chantier fera l'objet d'une attention toute particulière, le chantier sera nettoyé de façon quotidienne.

Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien.

Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.

Mesures de sauvegarde en cas de carence.

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir cette propreté permanente, la Maîtrise d'œuvre peut, après mise en demeure, faire effectuer ces nettoyages dans un délai à sa convenance et demander l'intervention d'entreprises spécialisées aux frais et risques de l'entreprise titulaire (à charge pour elle de le répercuter aux Entreprises défaillantes).

3.10. Nettoyage chantier et abords sorties de chantier

Nettoyage..

Le nettoyage du chantier fera l'objet d'une attention toute particulière.

3.10.1. Nettoyage abords du chantier

Le lot GO sera responsable du nettoyage des abords voiries en sorties et voies de circulations accès aux zones de travaux du chantier durant sa phase de travaux .

Le lot GO sera responsable du nettoyage des abords voiries en sorties et voies de circulations accès aux zones de travaux du chantier durant sa phase de travaux.

Sur simple demande MO MOE OPC CSPS l'entreprise titulaire du lot fera procéder au nettoyage .

3.10.2. Nettoyage du chantier .

Le chantier doit être maintenu dans un état de parfaite propreté.

L'entreprise titulaire du **lot GO puis Electricité a en charge l'organisation** du nettoyage régulier du chantier autant que nécessaire et sur simple demande du Maître d'œuvre, OPC, SPS après constat sur place.

Les entreprises veilleront tout particulièrement à ce que le chantier reste dans un état de propreté durant toutes les phases.

Le lot GO jusqu'à son départ puis le lot électricité jusqu'à la fin du chantier .

Il est entendu que les Entreprises restent seules responsables des dommages et accidents occasionnés par des projections de solides ou de liquides et par chutes de tous matériels ou matériaux.

Mesures de sauvegarde en cas de carence.

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir cette propreté permanente, la Maîtrise d'œuvre peut, après mise en demeure, faire effectuer ces nettoyages dans un délai à sa convenance et demander l'intervention d'entreprises spécialisées aux frais et risques de l'entreprise titulaire (à charge pour elle de le répercuter aux Entreprises défaillantes).

3.11. Electricité de chantier Lot ELECTRICITE

3.11.1. Généralités.

L'ensemble des installations électriques provisoires de chantier sera exécuté par du personnel habilité et en respectant les normes en vigueur.

Les habilitations électriques devront être annexé au PPSPS et pouvoir être consultable par le CSPS ou les organismes de prévention sur simple demande.

Les installations électriques de chantier de la base vie, de la grue ... devront faire l'objet d'un contrôle par un organisme extérieur.

3.11.2. Installations électriques du chantier.

Les installations électriques de chantier seront réalisées par l'entreprise titulaire du lot ELECTRCITE depuis l'installation initiale (prise de possession de l'emprise) jusqu'à la phase de mise en place des éclairages définitifs.

Les armoires de chantier, montées sur pied, seront à double paroi, munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) et seront en permanence fermées à clé.

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

L'entreprise du à la charge de la mise en place d'armoires électriques sur socles avec des prises électriques en nombre suffisant pour tous les autres lots.

Le nombre d'armoires et la répartition sur le chantier sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égale à 25 mètres jusqu'au point de travail du salarié.

L'installation électrique de chantier générale et spécifique au désamiantage fera l'objet d'un contrôle par un organisme agréé.

Le PV de contrôle sera fourni au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Les câbles d'alimentation provisoire seront mis en place de sorte à ne pas gêner la mise en œuvre des réseaux définitifs puis remonté le plus haut possible afin que les engins (Transpalette ou autre...) ne roulent pas dessus sur leur passage.

3.11.3. Installation, entretien et maintenance.

L'Entreprise titulaire selon les zones mettra à disposition, un technicien qualifié pendant la totalité de la période d'activité du chantier. Le nom de cette personne sera précisé dans son PPSPS.

3.11.4. Eclairage de chantier

L'Entreprise titulaire à en charge l'éclairage.

Un éclairage de secours sera mis en place pour le balisage des accès et circulations **AVEC UN SYSTEME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE .**

L'éclairage provisoire respectera les niveaux d'éclairement ci-dessous.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'Eclairage fixées par le Code du Travail (Articles R. 4223-1 à 10).

- | | |
|--|------------------|
| • Zones et voies de circulations | 40 lux minimum. |
| • Zones de travail, vestiaires, sanitaires | 120 lux minimum. |
| • Postes de travail permanents | 200 lux minimum. |

Un plan de principe de l'éclairage de chantier sera fourni au CSPS et au Maître d'Œuvre par l'entreprise pendant la phase de préparation.

Le plan sera mis à jour régulièrement à l'avancement des travaux. Les éclairages seront positionnés en fonction du plan de synthèse afin de ne pas les déposer à l'avancement du chantier pour mettre les nouveaux.

Protection des circuits par des dispositifs différentiels.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise utilisatrice. Les prolongateurs de raccordements utilisés en aval des coffrets devront, pour toutes les entreprises, ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres du pied de coffret à la zone de travail.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur :

- Rallonges
- Enrouleurs
- Prises
- Baladeuse
- Phare halogène

Câbles Type H O7 RNF.
Catégorie B NFC 61-720.
Incassables - Protection IP 447.
NFC 71-008.
Normes NF avec grille de protection.

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à toutes les entreprises, un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier.

Vérification des installations électriques de chantier réalisée par un organisme extérieur, pour les installations de chantier base vie et du chantier bâtiment tableaux secondaires et éclairage

PHASE SUIVANTES SANS OBJET POUR CETTE CONSULTATION

A réaliser par le LOT ELECTRICITE en charge pour :

Base vie et tableau de chantier et éclairage plateforme et circulation extérieur chantier.

Tableau secondaire selon réglementation et éclairage dans bâtiment

3.11.1. Vérification des installations

Vérification des installations électriques de chantier réalisée par un organisme extérieur, pour les installations de chantier base vie et du chantier bâtiment tableaux secondaires.

A réaliser par les lots en charge Electricité

3.12. Les mesures prises en matière d'interaction sur le site

3.12.1. Dispositions prises pour travaux Superposés.

La superposition et la juxtaposition des tâches sont interdites.

Afin d'éliminer les risques, l'ensemble des zones situées sous des postes de travail en élévation devront être interdites d'accès ou de circulation au moyen d'un dispositif physique rigide. (Garde-corps métallique ou en bois, grilles sur plots béton, etc.)

L'entreprise ne doit pas se contenter d'une signalisation par banderoles bicolores.

La mise en place, la maintenance et le démontage des dispositifs sont à la charge des entreprises qui font les travaux les plus en hauteur.

3.12.2. Dispositions prises pour prévenir les risques dus aux chutes d'objets.

Des auvents, des filets, assurant une protection efficace (en fonction de la taille et du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par les entreprises intervenant à l'aplomb des circulations

3.12.3. Mesures liées à la superposition des tâches de plusieurs lots.

- Si l'origine vient de la configuration de la nature des prestations, l'entreprise réalisant les travaux le plus en hauteur mettra en place les mesures de protection.
- Si l'origine est liée à un retard, l'entreprise du lot en retard mettra en place les mesures de protections nécessaires à la sécurité des autres lots

3.13. Les risques majeurs dus à la Co-activité

Les risques liés à la coactivité existent lorsque des travailleurs de différentes entreprises sont appelés à intervenir simultanément ou successivement sur le même chantier.

Les situations de coactivités sont sources de risques et de nature à dégrader les conditions de travail, et devront être identifiées après synthèse des plannings fournis par les entreprises titulaires.

Toutes les entreprises doivent clairement identifier les risques exportés dans leurs modes opératoires (PPSPS) en vue de les maîtriser

Risques majeurs	Mesures
Circulation des véhicules ou engins sur le chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation suivant le plan d'emprise chantier - Délimitation des circulations piétonnes
Approvisionnement Evacuation du matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à disposition un chef de manœuvre, qui vérifiera les appareils de levage des livreurs, s'assurera du port d'EPI puis donnera les instructions appropriées afin de ne pas laisser encombrer les zones de déchargement ou de circulation.
Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> - Ranger son matériel journallement, - Utiliser les lieux de stockages prévus pour son marché, - Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail - Evacuer ses gravats et déchets - Le stockage de matériel est interdit dans les zones de circulation - Les câbles et les rallonges électriques ne devront pas encombrer les zones de circulations
Chute de hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs contre les chutes de hauteur - Protection par la mise en place de garde-corps sera réalisée dès l'apparition du risque de chute. - Respect de la réglementation pour l'utilisation exceptionnelle des échelles et escabeaux.
Brûlure et incendie	<p>Lors d'utilisation de chalumeaux, lances thermiques, toutes les précautions seront prises pour éviter la propagation d'un incendie et les brûlures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il sera veillé au bon état des raccords et flexibles d'alimentation, des chalumeaux et lances. Il est impératif que des dispositifs anti-retour équipent ces appareillages. - Extincteurs sur site pour combattre un début d'incendie.
Risques dus au bruit	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des entreprises doit utiliser du matériel insonorisé, et dans tous les cas d'un niveau sonore inférieur au seuil de nuisance (Voir Notice Acoustique)
Renversement de personnes	<ul style="list-style-type: none"> - La circulation du personnel devra être indépendante de celle des engins de manutention
Risques dus aux travaux superposés	<p>Dispositions pour interdire les travaux superposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches - Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès au moyen de dispositifs permanents. - Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même marché : le titulaire du marché mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage,...) - Mise en place de protections - Interdiction matérielle d'accès de certaines zones
Chutes de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de protections au-dessus des accès et circulations piétons - Proscrire les travaux superposés - Prévoir des protections pour les projections en périphérie (bâches, filet, contreplaqué,...) - Mise en place de protections au-dessus des accès et circulations.
Travaux à moins d'1,50 m de câbles électriques ou réseaux gaz	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les opérations de terrassements ou de travaux à moins d'1,50 mètre de câbles électriques seront confiées à une équipe où l'une des personnes qui sera qualifiée, formée et habilitée conformément à la norme NF C18-510 et aux décrets : n°2010-1016 du 30 août 2010, n°2010-1017 du 30 août 2010,

	n°2010-1018 du 30 août 2010, n°2010-1118 du 22 septembre 2010. - Cette personne aura la connaissance des dangers électriques et des risques qu'ils comportent ainsi que les mesures à prendre devant ces dangers. - La personne sera nominativement désignée au démarrage des travaux.
--	--

3.14. Protections par type de travaux

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées n'est pas exhaustive. Les entreprises devront compléter les protections prévues en le précisant dans leur PPSPS.

Principe fondamental : l'entreprise qui crée le risque met en place les protections adaptées.

3.14.1. Réseaux existants

TOUS LES RESAUX EXSTANTS SERONT CONSIGNES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit s'assurer de l'absence de réseau encastré avant d'effectuer les percements. De même, lorsque l'entrepreneur est amené à réaliser des fouilles, celui-ci doit consulter les plans de récolement, effectuer les sondages et les piquetages.

Réseaux de concessionnaires et exploitants de réseaux

Evolutions de la loi à partir du 1er juillet 2012 pour les travaux à proximité de réseaux souterrains et aériens

Avant tous travaux sur la voirie, le maître d'ouvrage doit d'abord consulter le Guichet Unique du site www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr.

Le Guichet Unique lui fournit alors une liste des exploitants concernés par l'emprise de son futur chantier. C'est à eux qu'il enverra ses demandes de projet de travaux (DT) ; document Cerfa 14435*01.

L'exploitant lui répond avec le « récépissé » auquel il joint les plans des réseaux en indiquant leur classe de précision. Dans le cas où des réseaux sont en catégorie (classe) B ou C, il y a nécessité de réaliser des Investigations Complémentaires (IC), sous la responsabilité du maître d'ouvrage, afin d'obtenir des informations plus précises sur la position des réseaux.

A l'issue, il rédige le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) qui intègre alors les Déclarations de Travaux, les récépissés et les résultats des Investigations Complémentaires (IC).

Lorsque l'entreprise de travaux est choisie :

A son tour, elle consulte le Guichet Unique.

De la même manière que pour le maître d'ouvrage, le Guichet Unique lui fournit la liste des concessionnaires de réseau concernés par l'emprise des futurs travaux.

L'entreprise de travaux envoie ensuite une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) à chacun des exploitants ; document Cerfa 14435*01.

Ces derniers ont 9 jours pour répondre en envoyant un récépissé.

En cas de dépassement du délai, l'entreprise envoie à l'exploitant une lettre de rappel en Recommandé avec accusé de réception.

Le concessionnaire a alors 2 jours de plus pour répondre.

Attention, durant toute cette période d'attente des récépissés (des concessionnaires de réseaux sensibles), les travaux ne peuvent pas commencer.

Enfin, le maître d'oeuvre est responsable du piquetage et/ou du marquage des réseaux sur la zone d'emprise des travaux à venir.

Consignation Réseaux dans la zone de travaux

Procédure de consignation :

Désignation d'un chargé de consignation

Information systématique des exploitants ;

Délimitation de la zone supervisée par une personne unique chargée de la coordination des travaux ;

Consignation ;

Attestation de la consignation.

Les différents intervenants doivent avoir reçu la formation et l'information adéquates au travail à effectuer et en particulier en matière électrique, être titulaire d'une habilitation électrique.

Une nouvelle procédure est établie avant la remise en service.

3.14.2. Risque électrique

Les employeurs ne doivent confier les travaux ou opérations sur des installations électriques, ou à proximité de conducteurs nus sous tension, uniquement aux personnes qualifiées pour les effectuer.

Ces personnes qualifiées doivent avoir une connaissance des règles de sécurité dans le domaine électrique, adaptée aux travaux ou opérations à effectuer.

L'accès aux locaux ou emplacements à risques particuliers de choc électrique mentionnés à l'[article R. 4226-9](#) du code du travail est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation appropriée. Toutefois, pour des opérations d'ordre non électrique, d'autres personnes peuvent être autorisées à y pénétrer, à la condition d'avoir été informées des instructions de sécurité à respecter vis-à-vis des risques électriques et d'être placées sous la surveillance constante d'une personne habilitée et désignée à cet effet.

Une copie des habilitations C18510 sera présente dans le registre de sécurité.

Au fur et à mesure de leur mise en place, les installations seront condamnées en position d'ouverture pour éviter toute mise en service accidentelle par un tiers.

Obligation Habilitation électrique H0 H0V B0

au minima pour tout le personnel de chantier non-électricien:

Les entreprises remettront les attestations de formations obligatoires en vue de l'habilitation électrique H0 H0V B0 selon le décret 2010-1118 du 22 décembre 2010 mis en application obligatoire en janvier 2012.

L'Article R. 4544-9 du Code du Travail dispose « Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. »

L'employeur doit respecter son obligation de formation. Nous revenons ainsi à l'obligation initiale en terme de prévention des risques et comme le dispose l'article L 4121-1 du Code du Travail « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. »

Ces mesures comprennent :

- 1° - Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° - Des actions d'information et de formation ;
- 3° - La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

3.14.3. Equipements de protections individuelles du personnel

Les Entreprises mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention :

- Casque de protection.
- Bottes ou chaussure de sécurité avec semelles anti-clous.
- Gants de manutention.
- Imperméables.
- Lunettes de protection.
- Masques.
- Protections auditives.

Le port de casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel. Le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier sous circulation (extérieure ou de chantier) sera doté de vêtements de signalisation à haute visibilité, de classe 3 ou 2, conformes à la norme EN 471 (cf. Guide Technique Signalisation Temporaire de mars 1993). L'entretien et la bonne tenue de ces protections sont à la charge de l'entreprise.

3.14.4. Protection contre le bruit et vibrations

Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- Réduction du bruit à la source.
- Encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, etc.).
- Suspension anti-vibratile.
- Eloignement des machines.
- Protections individuelles.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. Campus universitaire en fonctionnement Faculté de Droit en fonctionnement et voies très passantes à proximité du site :

4.1.1. Signalisation :

Le lot GO mettra en place lors de la phase de préparation une signalisation d'accès au chantier sur les axes routiers principaux et la signalisation réglementaire au droit du chantier. Le lot ELECTRICITE aura en charge l'entretien de cette signalisation jusqu'à son départ puis le lot suivant jusqu'à la fin du chantier.

Pendant le chantier, l'entreprise titulaire devra tout mettre en œuvre pour :

- Délimiter le chantier,
- Matérialiser les secteurs qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les tiers au droit du chantier ou le personnel des entreprises appelées à intervenir,
- Définir l'organisation prévue pour assurer les premiers secours d'urgence et à arrêter les dispositifs mis en place en commun,
- Laisser le passage des personnels, des exploitants, des secours etc...
- Limiter les nuisances sonores,
- Limiter la propagation de poussières,
- Vérifier les balisages et la signalisation temporaire et veillez à son entretien
- S'assurer de ne pas laisser de risque pour les riverains (chute de plain pieds, hauteur, etc....)

4.1.2. Prendre et veiller à toutes dispositions d'organisation des travaux pour :

- Faciliter l'accès des véhicules de secours sur le site,
- Limiter le passage de matériel et de personnel, au strict minimum,
- Tout mettre en œuvre pour limiter des nuisances en dessous des seuils de la réglementation en vigueur.
- Laisser le passage des occupants.

4.1.3. Mettre en place les signalisations, d'isolement des zones de travaux et veiller :

- A les adapter dès que la situation du chantier se révèle différente,
- A les maintenir fermées en permanence.

FACULTE DE DROIT EN FONCTIONNEMENT

**Séparation des chantier du reste du bâtiment .
Séparation des flux chantier étudiant selon PIC .**

Pendant le chantier, l'entreprise titulaire devra tout mettre en œuvre pour :

- Délimiter le chantier,
- Matérialiser les secteurs qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les occupants ou le personnel des entreprises appelées à intervenir,
- Définir l'organisation prévue pour assurer les premiers secours d'urgence et à arrêter les dispositifs mis en place en commun,
- Laisser le passage des personnels, des exploitants, des secours etc...
- Limiter les nuisances sonores,
- Limiter la propagation de poussières,
- Vérifier les balisages et la signalisation temporaire et veillez à son entretien

- S'assurer de ne pas laisser de risque pour les riverains (chute de plain pieds, hauteur, etc....)

4.1.4. Prendre et veiller à toutes dispositions d'organisation des travaux pour :

- Faciliter l'accès des véhicules de secours sur le site,
- Limiter le passage de matériel et de personnel, au strict minimum,
- Tout mettre en œuvre pour limiter des nuisances en dessous des seuils de la réglementation en vigueur.
- Laisser le passage des occupants.

4.1.5. Mettre en place les signalisations, d'isolement des zones de travaux et veiller :

- A les adapter dès que la situation du chantier se révèle différente,
- A les maintenir fermées en permanence.

5. INSTALLATIONS DE CHANTIER ET CANTONNEMENTS

Hygiène et conditions d'hébergement AU LOT GO

La base vie est installée dans le bâtiment dans une zone dédiée mis à disposition par l'utilisateur. Cette dernière sera précisément identifiée lors de la préparation de chantier.

Possibilité que la base vie soit en extérieur

Si l'option Base-vie est retenue, cette dernière sera installée en extérieur à proximité directe du bâtiment.

Les installations de chantier mis en place par le **lot Go** au début de la phase de préparation de chantier.

La base vie en place sera évolutive sur simple demande de la MO MOE .

Le nettoyage sera quotidien conforme au Code du Travail .

Le lot GO en charge des installations de chantier devra faire procéder à un nettoyage quotidien des installations de chantier selon Code du TRAVAIL

5.1. **EQUIPEMENT DES ZONES**

Les vestiaires collectifs

Type d'installation	Mesures à respecter	Code du travail
Local dédié	Les vestiaires collectifs et les lavabos sont installés dans un local dédié, de surface convenable, isolé des locaux de travail et de stockage, et placé à proximité du passage des travailleurs. Pour les chantiers souterrains, et sauf exception, le local doit être installé au jour.	R.4228-2 R4534-139
Entretien	Ces locaux sont tenus en état constant de propreté. Le sol et les parois sont tels qu'ils permettent un nettoyage efficace.	R.4228-3
Aération et chauffage	Locaux aérés et convenablement chauffés.	R.4228-4
Personnel mixte	Installations séparées en présence de travailleurs masculins et féminins.	R.4228-5
Sièges	Nombre suffisant de sièges.	R.4228-6
Armoires	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables : <ul style="list-style-type: none">• Permettant de suspendre 2 vêtements de ville ;• Munies d'une serrure ou d'un cadenas ;• Comprenant, le cas échéant, un compartiment réservé aux vêtements de travail qui sont susceptibles d'être souillés de matières dangereuses, salissantes ou malodorantes.	R.

Les sanitaires

Type d'installation	Mesures à respecter	Code du travail
Lavabos	Un lavabo à eau potable et à température réglable pour 10 travailleurs maximum. Des moyens de nettoyage, de séchage ou d'essuyage appropriés sont mis à la disposition des travailleurs. Entretenus chaque fois que cela est nécessaire.	R.4228-7
Douches	Des douches sont mises à disposition des travailleurs réalisant des travaux insalubres et salissants. La température de l'eau des douches est réglable. Le local est tenu en état constant de propreté, le sol et les parois du local des douches permettent un nettoyage efficace.	R.4228-8 R.4228-9
WC	1 cabinet d'aisance et un urinoir pour 20 hommes. 2 cabinets pour 20 femmes, comportant chacun un récipient pour garnitures périodiques. Les WC doivent être : <ul style="list-style-type: none"> • Séparés hommes / femmes, si le personnel est mixte, • Séparés des autres locaux et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, • Equipés de chasse d'eau et de papier hygiénique, • Aérés et convenablement chauffés. Le sol et les parois permettent un nettoyage efficace et un nettoyage / désinfection au moins 1 fois par jour.	R.4228-10 à R.4228-15

Les installations de restauration

Type d'installation	Mesures à respecter	Code du travail
Local de restauration	Dans les établissements d'au moins cinquante salariés, l'employeur, après avis du comité social et économique, met à leur disposition un local de restauration pourvu : <ul style="list-style-type: none"> • De sièges et de tables en nombre suffisant ; • D'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude, pour 10 usagers ; • D'un moyen de conservation ou de réfrigération des aliments et des boissons ; • D'une installation permettant de réchauffer les plats. • Après chaque repas, nettoyage du local et des équipements qui y sont installés. 	R.4228-22 R.4228-24

Emplacement pour se restaurer	<p>Si moins de 25 travailleurs souhaitent prendre habituellement leur repas sur le chantier, l'employeur met à leur disposition un emplacement leur permettant de se restaurer dans de bonnes conditions de santé et de sécurité.</p> <p>Il peut être aménagé dans les locaux affectés au travail, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte pas l'emploi ou le stockage de substances ou de mélanges dangereux.</p> <p>Après chaque repas, nettoyage de cet emplacement et des équipements qui y sont installés.</p>	<p>R.4228-23 R.4228-24</p>
--------------------------------------	---	--------------------------------

5.1.1. Emplacement : SELON PIC

Entretien des installations

L'entreprise assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains). Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE

6.1. Renseignements pratiques propres à l'opération

* Consignes générales d'appel des secours

- **POMPIERS** ☎18
- **SAMU Urgences** ☎15
- **POLICE SECOURS** ☎17
- **Appel d'urgence** ☎112

- **HOPITAL NHC STRASBOURG**

☎ 112

ELECTRICITE	Service sécurité et dépannage ERDF	☎	0 810 333 002
GAZ	Service sécurité et dépannage GRDF	☎	0 810 433 002
AMBULANCES	A compléter par l'entreprise	☎	
MEDECINS	A compléter par l'entreprise	☎	

6.2. Les secours et évacuation du personnel

L'Entreprise titulaire mettra en place et assurera pendant toute la durée de chantier, le fléchage, la signalisation au point d'accès et à l'extérieur, permettant aux Services extérieurs (Ambulance, Pompiers, etc.) de trouver rapidement l'opération.

6.3. Les mesures communes d'organisation des secours

Généralités.

L'Entreprise titulaire pendant la durée des travaux est « responsable » de l'organisation des secours.

Dès la phase de préparation et pendant la durée des travaux, elle doit:

- Etablir un organigramme nominatif du personnel compétent pour assurer les secours.
- Faire figurer sur le PPSPS les procédures de secours et d'évacuation (en cas d'incendie, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou de fuite de gaz, etc.) qui doivent être affichées dans les locaux du personnel.
- Afficher la fiche « d'appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- Tenir à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- Indiquer les points de rencontre sur le plan d'installation de chantier, et le diffuser aux services de secours pour information et avis.

Chaque entreprise communique à L'entreprise titulaire du lot 00 les renseignements correspondants (le nom de la ou des personnes habilités et spécialement formées) ; et doit se conformer aux dispositions prises pour l'opération et en informer leur personnel.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS sont informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Les circonstances détaillées et écrites seront remises au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans un délai de 48h au maximum.

Les Organismes de Prévention compétents des lieux de l'opération doivent également être avisés dans les 48 heures.

6.4. Les mesures propres à chaque Entreprise

Sauveteurs secouristes du travail.

Chaque Entreprise doit assurer la présence de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propre à son entreprise ou par concertation avec l'entreprise titulaire, présente sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R4224-15 du Code du Travail.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) doivent être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).

Chaque équipe en poste comprendra au moins un secouriste du travail.

Moyens de première intervention.

Chaque entreprise doit disposer d'une trousse de premier soin (à vérifier et éventuellement, à compléter régulièrement) dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST.

Travail isolé.

Les Entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour les travaux en sous-sols, etc.

Les Entreprises intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste.

6.5. Sécurité Incendie

EXTINCTEUR SUR TOUTES LES ZONES DE TRAVAUX AVEC POINTS CHAUDS PERMIS DE FEU POUR TOUS LES TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS ET A LA FLAMME

Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention.

Les objectifs sont les suivants :

- Supprimer les causes de déclenchement des incendies,
- Limiter la propagation des incendies,
- Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés,
- Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie.
- Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds.

Cette évaluation des risques se traduit notamment par la mise en œuvre des dispositions minimales suivantes :

➤ **Évacuations**

Les dégagements doivent être répartis de manière à permettre une évacuation rapide et sûre de tous les occupants des cantonnements ou échafaudage, leur répartition permettant notamment d'éviter les culs de sac.

Les portes donnant sur l'extérieur seront disposées de manière à être les plus éloignées possibles les unes des autres ; elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et pouvoir s'ouvrir simplement de l'intérieur sans clef, leur ouverture ne devant pas non plus être empêchée par tout autre système de verrouillage/déverrouillage.

➤ **Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le chantier. Des panneaux de signalisation doivent rappeler cette interdiction

➤ **Feux ouverts**

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur la zone de travaux, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

➤ Extincteurs portatifs

Les extincteurs doivent être directement visibles et toujours accessibles. Ils sont répartis de préférence dans les dégagements.

Les cantonnements disposent d'au moins un extincteur de 6 litres d'eau avec additif en jet pulvérisé ou de 6 kg de poudre polyvalente pour 200 m² de plancher avec toujours au moins un appareil. On ne doit pas faire plus de 15 mètres pour trouver un extincteur. Pour des cantonnements superposés, en plus des conditions précédentes, on trouvera au moins un appareil par niveau.

Les extincteurs doivent être entretenus et vérifiés régulièrement (cf. Consigne de sécurité incendie).

➤ Consigne de sécurité incendie

La consigne comporte notamment des indications sur :

- La lutte contre l'incendie :
 - ✓ matériel d'extinction et de secours,
 - ✓ personnes désignées pour mettre en œuvre ce matériel,
- L'évacuation.
- L'alerte :
 - ✓ obligation pour toute personne apercevant un début d'incendie de donner l'alarme et de mettre en œuvre les moyens de premiers secours sans attendre l'arrivée du personnel désigné,
 - ✓ définition des moyens d'alerte,
 - ✓ personnes désignées pour alerter les sapeurs-pompiers dès le début de l'incendie,
 - ✓ adresse et numéro de téléphone du service de secours.
- Le contrôle du matériel (éclairages de sécurité, extincteurs, etc.): notamment les vérifications périodiques au moins tous les 12 mois.
- La formation du personnel : exercices périodiques, au moins semestriels, permettant au personnel d'apprendre à reconnaître l'alarme sonore, à utiliser le matériel et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires.

La consigne est affichée dans tous les locaux accueillant plus de 5 personnes.

La date des essais et exercices périodiques ainsi que les observations recueillies sont consignées sur un registre restant à demeure sur le chantier.

➤ Permis de feu

Pendant la phase de chantier il y aura procédure de délivrance d'un permis de feu pour les travaux par points chauds.

Pour les travaux par points chauds limitrophes à la zone occupée, une procédure de contrôle devra être mise en place en relation avec l'exploitant concerné, les protections seront à la charge de l'entreprise créant le risque.

Pour chaque entreprise, un protocole commun sera mis en place en période de préparation.

Ce protocole définira les règles élémentaires de travaux par points chaud :

- Installation à proximité du poste de travail d'un extincteur conforme, en état de marche puis adapté à l'environnement.
- Arrêt des travaux deux heures avant de quitter le poste de travail afin de contrôler l'absence de départ de feu.
- Déplacement des bouteilles de gaz dans des racks ou chariots avec dispositif de sécurité, Stockage à l'extérieur ou dans un local ventilé
- Eloignement des combustibles et protection avec des bâches ignifugées
- Mise en place d'un extracteur de fumée et port de protections adaptées

Accumulation de combustibles

Aucun matériau ou matériel combustible, inflammable ou explosif ne sera entreposé et accumulé dans ou à proximité des cantonnements (bonbonnes de gaz, essence, etc.)

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Les Conduites à tenir en cas d'accident

- En cas d'accident corporel grave entraînant l'immobilisation du blessé



PROTEGER LA VICTIME EN LE COUVRANT AUSSI CHAUDEMENT QUE POSSIBLE

ALERTER LE POSTE DE GARDE OU RESPONSABLE DE CHANTIER

SECOURIR : SI VOUS ETES SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL, EFFECTUER LES GESTES DE 1^{ER} SECOURS

Et **18** SAPEURS-POMPIERS

Et dites ...

ICI CHANTIER :

FACULTE DE DROIT

Préciser la zone de chantier

2 PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT

Circonstances

Lieu

Etat de la victime

Premiers gestes réalisés

Risques particuliers

3 CONFIRMER LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

A définir

Désigner une personne chargée d'accueillir et de diriger les secours vers le blessé (faire libérer toutes circulations d'accès, etc.)

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

- En cas d'accident corporel bénin

Arrêter immédiatement la situation de danger ayant créé l'accident.

- Accident bénin
 - ✓ effectuer les premiers soins à l'aide de la pharmacie du chantier,
 - ✓ établir la feuille de soins,
 - ✓ accompagner le blessé chez le médecin le plus proche ou à l'hôpital.

7.2. En cas d'incendie



ALERTER LA HIERARCHIE ET/OU DECLENCHER L'ALARME SONORE - FAIRE EVACUER LE PERSONNEL



ATTAQUER LE FEU AU MOYEN D'EXTINCTEURS SANS PRENDRE DE RISQUE



APPELER LES SECOURS SI PROPAGATION DE FEU EN PRECISANT L'IMPORTANCE DU SINISTRE ET LE LIEU EXACT

Et **18** SAPEURS-POMPIERS

Et dites ...

ICI CHANTIER :

FACULTE DE DROIT

Preciser la zone de chantier

2 PRECISER LA NATURE DU FEU

Circonstances

Lieu

Risques particuliers (carburants, gaz, électricité, ...)

Présence de victimes

3 CONFIRMER LE POINT DE RENDEZ-VOUS : à définir

EVACUATION DES PERSONNES

4 DECLENCHER L'ALARME ET/OU ALERTER LE RESPONSABLE DU CHANTIER



5 QUITTER LES LIEUX CALMEMENT A L'AUDITION DE L'ALARME ET/OU SUR ORDRE DES GUIDES D'EVACUATION

Mettre son poste de travail en sécurité et/ou Arrêter les engins

Suivre les instructions des guides d'évacuation

Ne pas utiliser les ascenseurs (dans locaux concernés)



6 REJOINDRE LE POINT DE RASSEMBLEMENT (Base Vie)

Emprunter les issues et sorties de secours

Ne pas revenir en arrière sans y avoir été autorisé par un responsable



7 COMPTER LES EFFECTIFS

8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1. Entreprises Titulaires

8.2. Mesures COVID 19 / PPSPS ET INSPECTION COMMUNE

L'entreprise titulaire et les sous-traitants éventuels feront parvenir au CSPS avant la visite d'inspection commune un projet de PPSPS comprenant l'intégration des mesures COVID 19 selon les points énoncés au PGC.

La visite d'inspection commune se fera une fois ce document remis.

Sans inspection commune réalisée et le PPSPS sans remarque de la part du coordonnateur l'entreprise ne sera pas autorisée à démarrer les travaux

L'entreprise titulaire d'un lot à l'obligation de remettre à leurs sous-traitants :

- Un exemplaire du présent PGCSPS.
- Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a retenues et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre PPSPS).

Accueil des nouvelles Entreprises.

Deux semaines avant son intervention sur le chantier, chaque entreprise doit informer le Coordonnateur afin d'effectuer l'inspection commune préalable au démarrage de ses travaux. Chaque Entreprise doit veiller à ce que son personnel, y compris les salariés intérimaires, ait reçu une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, le jour même de leur arrivée sur le chantier.

Cette formation assurée par les chefs de chantier ou les chefs d'équipe des entreprises doit porter sur les points suivants :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier.
- La sécurité pendant l'exécution du travail.
- La sauvegarde des protections collectives.
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- Les mesures édictées dans le présent PGCSPS.

Aptitude médicale

L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier doit être reconnu " apte médicalement " et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de sa profession, ainsi que celles exigées par le médecin du travail.

Une copie des fiches d'aptitude délivrées par le médecin du travail de chaque entreprise doit être tenue sur le chantier dans le vestiaire de chaque ouvrier.

Encadrement.

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des entreprises.

Cas particulier pour les entreprises étrangères :

- Une personne responsable et parlant français devra être présente en permanence physiquement sur le site.
- Le nom et numéro de téléphone de cette personne devra apparaître clairement dans le PPSPS de l'entreprise.
- Le PPSPS de l'entreprise devra être établi en deux exemplaires, un exemplaire dans la langue d'origine des salariés et un exemplaire en français.

8.3. Sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'attention des entreprises est attirée sur :

- Les dispositions réglementaires du Code du Travail (article L 8231.1),
- L'agrément du Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre,
- Les dispositions de la Coordination SPS pour accès au chantier et exécution des travaux

Dans le cas où une Entreprise sous-traite tout ou partie de l'exécution du marché conclu avec le Maître d'Ouvrage, elle remet à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du présent PGCSPS.

Elle doit également remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a elle-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque sous-traitant a donc l'obligation d'établir son PPSPS, après remise de ces documents, préalablement à toute intervention sur le chantier dans un délai d'au moins 30 jours après réception du contrat de sous-traitance signé de l'Entrepreneur.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relèvent pas de travaux à risques particuliers définis par arrêté.

Les PPSPS sont élaborés dans les mêmes conditions que pour l'entreprise titulaire.

8.4. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier doivent établir un PPSPS et à le remettre au Coordonnateur SPS.

Le présent PGCSPS leur est applicable.

8.5. Personnels intérimaires

Les Entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Qu'il ne l'emploie pas pour des travaux qui lui sont interdits (liste des travaux interdits aux intérimaires)
- Qu'il a reçu une formation appropriée et pratique en matière de sécurité.
- Que le certificat d'aptitude médicale (renforcée pour cas spécifique) a bien été délivré.
- Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle.
- Qu'il a suivi la formation à la sécurité adéquate.
- Qu'il est équipé des moyens de protection individuelle adapté à sa tâche.
- Qu'en cas de travail à des postes présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.)

Les entreprises doivent également informer les personnels intérimaires des risques encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

8.6. Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Les entreprises ayant recourt à des prestataires de service ou à une location d'engin avec chauffeur avertira le coordonnateur SPS ainsi que le maître d'œuvre par un simple courrier ou e-mail.

Celui-ci mentionnera :

- Le nom de l'entreprise
- la date et durée d'intervention
- Les travaux prévus
- Liste du personnel

Un accueil sécurité sera effectué par l'entreprise mandatrice qui mentionnera clairement :

- L'adhésion à son PPSPS

- L'adhésion au PGCSPS du chantier
- Les règles de sécurité du chantier (Port des EPI, circulation, etc...)
- Contrôle des autorisations de conduite et CACES

L'entreprise sera responsable de son prestataire, elle vérifiera et s'assurera :

1. de mettre en place les protections collectives adaptées à ses travaux (balisage, signalisation, protections)
2. que les vérifications périodiques et examen d'adéquation des engins utilisés soient conformes à la réglementation en vigueur.

8.7. Obligations et responsabilités des entreprises

La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.

Chaque Entreprise est donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et de règles de sécurité.

Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'Entreprise en informe immédiatement le Coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS peut consulter ou faire appel à un Organisme spécialisé. (Inspection du travail, CRAM.)

Il est rappelé aux Entreprises que lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le Coordonnateur pourra en référer au Maître d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référés pour une fermeture temporaire du chantier (article L4732-1 du Code du travail)

L'entreprise responsable en subit alors toutes les conséquences pénales et financières

8.8. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans la diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues dans le CCAP pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée. S'il s'agit de sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de nontransmission dans les délais fixés par le Coordonnateur SPS :

- D'un PPSPS modifié suite aux observations du Coordonnateur SPS
- D'un additif au PPSPS (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

9. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES ENTREPRISES (ou SOUS-TRAITANT)

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser ou accuser réception du registre journal.
- Mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier.
- Désigner un interlocuteur pour le coordonnateur SPS.
- Avertir le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant son intervention pour réaliser l'inspection commune.
- Participer à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS.
- Etablir et transmettre au coordonnateur SPS les PPSPS en français.
- Transmettre au coordonnateur SPS les documents à intégrer au D.I.U.O.
- Communiquer au coordonnateur SPS les fiches d'intervention ultérieure (phase réalisation) pour la constitution du D.I.U.O.
- Pour tous les travaux à risques particuliers, établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur SPS.
- Transmettre les fiches des produits utilisés sur le chantier (fiches techniques, fiches de données de sécurité ...).
- En fin de chantier, remettre au coordonnateur SPS les fiches de maintenance pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

L'entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage), qui y associera le coordonnateur SPS. L'entrepreneur s'assurera que son sous-traitant a bien établi son PPSPS dans les délais réglementaires.

L'entreprise avisera le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant la date d'intervention de son sous-traitant, pour qu'ils puissent réaliser l'inspection commune.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée, le coordonnateur pourra demander l'expulsion du sous-traitant du chantier.

En cas de difficultés dans l'application des modalités définies par le présent Document de Coopération, le Maître d'ouvrage sera saisi par la partie qui estime devoir faire appel à son arbitrage.

MODIFICATION AU MARCHE DES ENTREPRISES :

Toutes modifications au marché des entreprises feront l'objet d'un écrit de la part du Maître d'œuvre avec validation du Maître d'Ouvrage.

Une réunion spécifique sera organisée avec l'entreprise, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et la CSPS afin de vérifier que la modification n'entraîne pas un risque concernant les accès, le mode opératoire ou la méthodologie.

Le PPSPS de l'entreprise sera remis à jour suite à la modification.

Déclaration de sous-traitant (prestataires de service)

- Un prestataire de service est considéré comme sous-traitant et sera à déclarer comme tel si il contribue à l'acte de construire
- L'entreprise de montage de grue : sera à déclarer comme sous-traitant



Hygiène des mains

par friction hydroalcoolique



1 Déposer le produit dans le creux de la main.



2 Frotter vigoureusement paume contre paume.



3 Frotter l'un après l'autre le dos de chaque main.



4 Frotter entre les doigts.



5 Frotter le dos des doigts contre la paume de l'autre main.



6 Sans oublier les poignets.



7 Insister sur le bout des doigts et les ongles pour chaque main.



8 Terminer par les poignets.



9 Frotter jusqu'au séchage complet des mains. Une fois séchées, se mouvoir.